



## CONFERENCE THEMATIQUE

### Algérie : une société civile en mouvement dans un système politique stable

#### Président de séance

**George MORIN**, conseiller délégué aux affaires méditerranéennes à la mairie de Gières (Isère), président du groupe-pays Algérie de Cités Unies France

Le programme Jousour, programme franco-algérien de soutien au mouvement associatif Enfance-Jeunesse, a l'originalité de s'appuyer sur les collectivités territoriales françaises et algériennes. Lorsque qu'il a démarré en 2007, autant il était facile en France de trouver des associations solides, autant en Algérie, c'était plus compliqué.

Le mouvement islamiste a beaucoup investi dans le secteur social, notamment au moment du FIS. Il avait développé tout un réseau d'associations donc les pouvoirs publics algériens sont très méfiants. On s'est donc appuyé sur les collectivités territoriales algériennes, qui étaient nos partenaires. On a commencé en 2007 par les mairies de Grenoble et Constantine et le directeur départemental Jeunesse et sport de Constantine. Et comme cela a fonctionné, on a étendu ce programme.

A Tipaza en novembre 2012, pour l'AG du programme Jousour, j'ai été extrêmement frappé par la qualité des gens que j'ai vus. Il y a un mouvement associatif sur la jeunesse qui est très dense et très méritant en Algérie en ce moment, et surtout pour la première fois, on a le sentiment que de plus en plus de Wali, de fonctionnaires d'Etat de la fonction publique déconcentrée adhèrent à ce programme. La directrice de cabinet de la Ministre de la solidarité internationale est venue inaugurer cette AG, ce qui était une première et un signe très fort. Nous avons vraiment senti à la fois ce dynamisme du mouvement associatif et en même temps, cet espèce de début de dégel du côté officiel algérien ce qui est encourageant.

#### Intervenants

**Abderrahmane ARRAR**, président du Réseau NADA

La société civile algérienne est passée par plusieurs étapes historiques, souvent dures, depuis l'indépendance. Au moment de la révolution, la société civile a joué un rôle important dans

cette période. Suite à cela, elle a été confrontée au parti unique, puis au Front Islamique du Salut. Il était alors très difficile pour elle de s'exprimer. Depuis les années 2000, une très bonne dynamique s'est installée entre la société civile algérienne et ses partenaires étrangers.

Le programme Jousour est un bon exemple aujourd'hui en Algérie. Ce programme regroupe plus de 150 associations, 80 algériennes et plus de 40 françaises. Le réseau associatif NADA s'est engagé dans ce programme en 2006 parce que nous sommes convaincus qu'entre la France et l'Algérie, on peut faire beaucoup de chose dans la prise en charge de la jeunesse et de l'enfance. Depuis 7 ans, c'est une très belle aventure en matière de renforcement des capacités, de prise en charge des problèmes de la jeunesse. De ce programme, d'autres initiatives, d'autres réseaux s'installent en Algérie. Notons par exemple le partenariat avec les pouvoirs publics locaux et nationaux et avec les collectivités locales françaises.

Il faut chercher les bonnes pistes et les bonnes entrées mais ça n'est pas évident par rapport à notre contexte politique. La société civile est une voie de changement et ce changement, nous le désirons. Il y a donc un besoin important de la société civile de se renforcer, à tous les niveaux. Elle n'est effectivement pas encore professionnelle, mais elle est très motivée et engagée malgré le manque de moyens.

Notre finalité est d'améliorer la situation. Il y a plus de 3 millions d'algériens qui cherchent à s'investir, qui cherchent à rentrer en contact avec le mouvement associatif en Algérie. Il y a le mouvement associatif qui cherche à rentrer en contact avec des algériens en France, des français aussi. C'est important parce qu'il y a des problèmes partagés. NADA est par exemple en discussion avec Marseille sur les jeunes algériens qui débarquent sur le port pour savoir ce que nous pouvons faire ensemble pour régler leurs problèmes. C'est un champ qu'on va investir davantage, rapprocher ce travail entre les deux parties. Il y a donc des champs que nous développons sur des sujets très sensibles et sur ce front social, la société civile peut jouer un rôle important quel que soit le contexte.

La décentralisation de la gouvernance finira par aboutir. Nous ne sommes pas condamnés à rester dans la centralisation. Mais de quelle manière y arriver ? Aujourd'hui, il y a très peu de dialogue entre les partis politiques et les associations. Un travail de renforcement est nécessaire. Il faut que la société civile se professionnalise, afin d'être plus crédible dans son action.

***Omar BELHOUCHE***, journaliste et directeur d'El-Watan

Aujourd'hui en Algérie, il y a une faillite de l'Etat sur les questions sociales, dans la santé, l'enfance. Les besoins étant considérables, les citoyens s'investissent de plus en plus dans ce champ. Ils le font avec des partenaires étrangers, des partenaires français. Il faut l'encourager même si c'est très complexe. Si effectivement, le mouvement social qui s'occupe de l'enfance, de la santé, d'un certain nombre de questions sociales est plus ou moins toléré par les autorités, il n'en est pas du tout de même pour toutes les autres formes de revendications, d'organisations comme par exemple celles qui se battent pour la liberté d'expression, celles qui prennent en charge la question des droits de l'homme, de l'Etat de droit, de la transparence, de la lutte contre la corruption. La répression est très féroce.

Le chômage dans notre pays est endémique. C'est un pays riche mais les Algériens sont pauvres. 25 à 30% de nos diplômés sont au chômage. Les besoins sont considérables. Les jeunes chômeurs s'organisent donc pour exiger du travail. Il y a un mouvement formidable au sud du pays qui est en train de s'étendre un peu partout, mais là encore, la répression fait rage.

Aujourd'hui, lorsqu'on analyse le comportement des jeunes algériens, on sent qu'ils ne sont plus sous l'emprise des islamistes. Les algériens veulent autre chose, veulent que leur pays se développe, veulent un travail, un logement, voyager sans pour autant quitter définitivement le pays. Donc l'islamisme aujourd'hui comme on le voit en Tunisie ou en Egypte n'est plus la solution. On sent de plus en plus que l'Algérien veut prendre en main sa destinée de manière autonome, en dehors des carcans administratifs et politiques.

**Benjamin STORA**, Historien, professeur à l'université Paris-XIII

L'histoire contemporaine algérienne caractérisée par la fabrication du nationalisme politique algérien s'est faite dans la hantise de la dispersion, de la division de l'idée nationale. Il y avait donc cette obsession politique de la centralisation presque jacobine, héritée peut-être du modèle colonial français, avec cette incapacité de faire confiance aux régions et aux villes. Cette centralité se comprend aussi par la puissance géographique algérienne. Le pays fait 5 fois la France et il y avait donc cette nécessité d'un Etat fort, central, afin d'éviter le risque de ce qu'on appelait à l'époque dans les années 1960 la « congolisation » du pays, c'est-à-dire les possibilités de guerres civiles, d'affrontements. Il ne faut pas perdre de vue ces dimensions historiques et qui peut-être expliquent aussi en partie pourquoi les algériens sont restés à l'écart du grand mouvement auquel on a assisté dans les pays arabes.

Lorsqu'il y a eu en 2011 les fameuses manifestations ailleurs qu'en Algérie, les Algériens ne sont pas vraiment rentrés dans le processus pour une raison simple. Ils avaient le sentiment que s'ils voulaient peser sur un cours réel démocratique, cela ne pouvait pas s'effectuer uniquement sur le gouvernement. Cette question de l'ultra-centralité politique, ils ont décidé de la contourner par l'apparition d'un mouvement très important qui passe par la presse, les mouvements associatifs, les mouvements culturels, les mouvements sportifs et les mouvements écologistes naissants. Ils essaient de peser sur l'organisation de la vie quotidienne. D'où les mobilisations sociales sur les questions de l'eau, du logement, de l'environnement, de l'enfance, de la jeunesse qui éclatent un peu partout. Dans ce cadre il est bien évident que tout ce qui va dans le sens du jumelage, du partenariat, de l'échange, de la circulation, participe bien entendu de ce mouvement de contournement de la centralité du système. On ne peut pas attendre.

Sur la question franco-algérienne, il y a quand même une impulsion qui a été donnée depuis le voyage à Alger de François Hollande. Les relations étaient compliquées sous Nicolas Sarkozy : elles interdisaient toutes idées de transversalité de jumelage, de partenariats économiques, sociaux, culturels, de voyages, de visites, de circulation. Aujourd'hui, les choses se débloquent mais les lourdeurs, les archaïsmes, les blocages, les phénomènes

bureaucratiques ne vont pas se dissoudre par un accord d'Etat à Etat au sommet. Il y a donc tout un travail de réapprentissage dans la circulation et dans l'échange à mettre en place.

**Trois idées clefs :**

- ➔ La société civile algérienne a connu un contexte politique très difficile car l'Etat central se méfiait d'elle. Les choses s'améliorent depuis les années 2000.
- ➔ Pour qu'il y ait une vraie décentralisation de la gouvernance, il faut nouer le dialogue entre l'Etat et la société civile.
- ➔ La coopération avec la France s'améliore suite au changement de présidence, mais il y a encore beaucoup à faire.